



## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Jean-François AUDRIN, Sabria BOUALLAGA, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Communes de Montpellier et de Lattes - Secteur Cambacérès - Avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier d'Occitanie**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a signé avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Languedoc-Roussillon, devenu EPF Occitanie, une convention opérationnelle le 31 juillet 2013 en vue de la réalisation d'un projet d'aménagement de grande envergure autour de la nouvelle gare TGV Montpellier Sud de France, pour une durée de 5 ans.

Dans le cadre de cette convention d'anticipation foncière, l'EPF Occitanie a saisi de nombreuses opportunités d'acquisitions foncières représentant environ 5,7 hectares.

La concession de Cambacérès a été définie comme l'un des onze sites stratégiques de développement du territoire métropolitain au SCoT. La position clé du site s'intègre dans le projet de développement urbain sur un territoire labellisé EcoCité. Au cœur du site, est notamment prévu un pôle multimodal autour de la gare TGV et le déplacement de l'autoroute A9.

Une première Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été créée en 2013 sur un périmètre de 60 hectares en vue de :

- réaliser et promouvoir un pôle numérique supérieur en lien avec la démarche French Tech (halle French Tech) au sein d'un quartier mixte en portant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- créer les articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, par la « ville intense » et mixte autour de l'ossature structurante constituée par la prolongation de la ligne 1 de tramway depuis Odysseum et la gare ;
- installer la trame paysagère de la « nature urbaine », préserver et valoriser les paysages remarquables notamment dans le cadre de la réalisation du parc de la Mogère et en intégrant la nécessité de maîtriser globalement les risques hydrauliques ;
- intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de « l'enveloppe urbaine » ;
- mettre en œuvre l'approche innovante souhaitée en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité avec l'ambition de faire de ce quartier, un laboratoire d'expériences innovantes.

Le programme prévisionnel de cette première ZAC est de 400 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Une seconde ZAC dite Cambacérès 1 bis est en préparation sur 18 hectares. Au regard de l'ampleur de ce projet, les aménagements nécessaires à sa réalisation démarreront entre 2018 et 2020.

Certaines acquisitions foncières et immobilières n'ont pas encore été réalisées. Il s'agit notamment des délaissés des fonciers acquis par SNCF Réseau et ASF dans le cadre des projets de déplacement de l'autoroute et de la construction de ligne TGV/création de la nouvelle gare.

La Métropole souhaite poursuivre les acquisitions sur ce secteur et a sollicité l'EPF Occitanie pour intervenir dans le cadre d'un avenant à la convention opérationnelle signée en 2013 et de porter sa durée à 7 ans.

Cette convention opérationnelle de 7 ans aura pour finalité de s'assurer de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires au projet d'aménagement d'ensemble et définira les engagements et obligations que prennent les parties pour réaliser les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet et dans le cadre de l'engagement financier pris en 2013 d'un montant de 6 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47412-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.